

Ouest-France

Vendredi 18 décembre 2015

Plescop

Les élus veulent la transparence autour du projet de libre-échange transatlantique.

Des négociations entre l'Union Européenne et les États-Unis ont démarré le 8 juillet 2013, dans la perspective de créer une zone de libre-échange transatlantique nommée Tafta. Les discussions sont menées par la Commission européenne. "Contrairement au souhait de la France, le contenu du mandat n'a jamais été rendu public, ce qui pose un réel problème de transparence", estime le maire, Loïc Le Trionnaire.

Ce projet pourrait avoir des conséquences sociales, économiques et environnementales. C'est pourquoi le conseil municipal a été invité à exiger la diffusion publique des éléments de la négociation pour engager un débat public. "Nous transmettrons ce voeu aux parlementaires locaux et au président de la République", a précisé le maire.

Vincent Bécu, conseiller de l'opposition Démocratie, écologie et solidarité, vote contre. "Depuis septembre je vous propose de mettre ce bordereau au conseil. J'ai des convictions pour le devenir du monde de demain. Pourquoi ne pas dire directement que Plescop se met hors du projet, comme 54 % des collectivités françaises. Il faut dire clairement les choses : on n'en veut pas, un point c'est tout."

"Déclarer la zone de Plescop hors Tafta, ce serait accepter implicitement que les jeux sont faits, répond le maire. Or, aujourd'hui il y a une part d'inconnu puisque nous n'avons aucune connaissance des dossiers. On ne peut pas se prononcer contre quelque chose que l'on ne connaît pas."

Nathalie Girard, conseillère de la majorité, s'abstient : " J'ai pris la position hors Tafta en tant que personne. En tant qu'élue, ce voeu que je considère comme une première étape ne correspond pas à mes convictions. J'aurais souhaité un message plus fort."

Le voeu de vigilance sur le projet de libre-échange transatlantique à été voté avec une voix contre et une abstention.